le 2e trim. 78

front libertaire

n°83

des luttes de classe

edite par l'Organisation Communiste Libertaire

DU SYNDICALISME

78 : A LA CROISEE DES CHEMINS

A L'AUTONOMIE

Front libertaire
des luttes de classe
directeur de publication G. SEBBAH
Dépot légal 42 447 Com. par. n° 51613
imprimerie EDIT 71
9 rue A. Métivier 75020 PARIS

Édité par
l'Organisation Communiste Libertaire
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
tél. 370.46.86
Permanence : tous les jours de 14 h à 19 h

ABONNEMENTS

FRANCE :
6 mois : 12 n° plis ouverts ..... 30 F
Soutien ..... 50 F
Plis fermés ..... 60 F

1 an : 24 n° plis ouverts ..... 60 F
Soutien ..... 100 F
Plis fermés ..... 120 F

Abonnement de diffusion :
5 ex. pendant 10 n° ..... 110 F
10 ex. pendant 10 n° ..... 220 F
5 ex. pendant 1 an ..... 220 F
10 ex. pendant 1 an ..... 400 F

ÉTRANGER .
1 an : 24 n° plis ouverts ..... 80 F
Soutien ..... 120 F
Plis fermés ..... 150 F

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres.

C.C.P. « FRONT LIBERTAIRE »
33 907 40 C La Source

Secrétariats de l'Organisation Communiste Libertaire :
NORD : OCL : 62, grande rue, 62200 Boulogne sur mer
CHAMPAGNE-ARDENNES : Annie Moreau, B.P. 1275, 51060 Reims Cedex
EST : Makhno, SIA (F.L.) Librairie des Veaux, 1 rue des Veaux, 67000 Strasbourg
OUEST-NORMANDIE : F.L., c/o La Taupe, 2 quai Lalande 72000 Le Mans
RÉGION PARISIENNE : 33 rue des Vignoles, 75020 Paris
CENTRE : La Commune, B.P. 1228, 45000 Orléans, Cedex
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ : Nestor, B.P. 231, 21006 Dijon Cedex
RHONE-ALPES : OCL : 21 chemin de Halage, 38000 Grenoble
SUD-EST : Germinal, 19 rue des Suisses, 13200 Arles.

Le nouveau secrétariat de la région Sud-Ouest est entrain de se mettre en place ; en attendant, pour tout contact demande de rencontre etc.. S'adresser à Arles.

Tous les groupes, individus, collectifs, etc. désirant faire un communiqué dans F.L. ou annoncer une réunion, sont priés de nous faire parvenir l'annonce deux semaines avant la date de parution du journal : les 10 et 25 de chaque mois.

STRASBOURG ...

COMMENT UN ECHEC ORGANISATIONNEL PEUT DEVENIR UNE VICTOIRE POLITIQUE

Il est certain que la preparation du rassemblement a montré l'importante carence organisationnelle. En effet, nous pensions à un contexte calme, de manif autorisée, permettant assez facilement l'organisation de débats, d"échanges avec les camarades de province. Nous avons aussi,trop reporté l'information et les moments de mobilisation sur "Liberation", nous plaçant ainsi en position de dépendance par rapport à ce journal. Le soutien des militants parisiens de l'OCL à l'initiative du rassemblement, malgré les carences évidentes au niveau de l'organisation, s'appuyait sur le fait que pour nous la justesse d'une initiative, ne dépendait pas du nombre de militant(e)s investient au départ mais de son opportunité et de l'echo qu'elle peut avoir dans le mouvement. Or le rassemblement de Strasbourg, ne se fixait pas des objectifs d'un rassemblement de masse type Bologne ou Franckfort (?) (le mouvement français n'en est pas encore à ce stade); Son opportunité etait d'affirmer le caractère national d'un mouvement en rupture radicale avec le système et ses variantes gauchistes (sortir du ghetto parisien) et montrer que ce mouvement etait à la recherche d'une convergence (surtout pas d'une ligne). La mobilisation extraordinaire de la police qua provoqué cette initiative (3000)CRS) plus quantité de gendarmes et de flics en tous genres venus de toute la France, a montré que l'Etat voulait empêcher ce rassemblement (on s'en est aperçu), qu'il etait important d'empêcher l'affirmation politique du mouvement. Mais cette mobilisation en fait, s'est retournée contre le pouvoir en provoquant localement des phénomènes de solidarité, tant de la part d'une partie de la population, outrée par l'occupation militaire sans précedent depuis la guerre, de la ville de Strasbourg, que de la presse locale et d'une partie des militants opposés à l'image des "autonomes" casqués et armés. En effet, les camarades présents, venus d'un peu partout en France ainsi que de l'etranger, ont su trouver des formes de resistance à l'Etat repressif, sur leur propre terrain, là où les flics etaient désemparés, en maniant l'humour et la contradiction dans les rues et les commissariats, et en ce qui concerne un car de camarades venus de Paris, bloqué par les flics pour être ensuite escorté sur le chemin du retour jusqu'à la capitale, en pratiquant une autoréduction exceptionnelle (68 repas) dans un restoroute J.Borel et ensuite apporter la note aux flics.

FACE A LA REPRESSION, DEVELOPPONS LES AUTOREDUCTIONS

Des militants OCL de retour forcé de STRASBOURG

PROCES Front Libertaire
le 7 fevrier 33 rue des Vignoles :
à 18h30 réunion publique.

CFDT ; la répression s'amplifie

La section CFDT de la BNP Paris (Banque Nationale de Paris) est la plus importante de tout le syndicat des banques puisqu'elle représente à elle seule près de 1.200 personnes, soit 40 % du syndicat parisien, et une des plus grosses sections de toute la CFDT.

Pourtant, le Conseil du Syndicat Parisien n'a pas hésité à prendre, le 9 janvier, une décision de suspension à son égard. Cela, dirons beaucoup, n'est qu'un épisode supplémentaire de l'épuration de la CFDT commencée maintenant depuis plus de deux ans !

Pourtant, de par ce qu'est la section BNP Paris, de par ce qu'elle représente dans le syndicat des banques, de par les motifs invoqués pour justifier cette répression, comme de par la façon dont la « section » en tant que telle (et ses alliés dans les autres banques) se défendent en faisant des concessions, ce nouveau cas mérite d'être analysé pour lui-même.

En effet, une particularité de la BNP, c'est l'existence d'un collectif autonome important ; pas seulement du point de vue numérique, mais parce que ce groupe s'est constitué à l'occasion de la grève du CTI (Centre de Traitement Informatique), centre vital de la banque. Grève que le collectif a largement animée avec des formes de lutte allant jusqu'à la grève de la faim, et grève qui a permis d'obtenir entre autres (cela, malgré le lâchage des syndicats) la réduction du temps de travail à une moyenne de trente heures par semaine sous la forme d'une semaine de congé par mois. D'où une audience certaine sur l'ensemble de l'entreprise.

Face à ce type de répression syndicale, deux attitudes sont possibles :

— l'attitude défensive adoptée par les gauchistes consistant à se plier aux diktats des bureaucrates, à accepter la normalisation, pour se maintenir dans les structures,

— une attitude offensive de dénonciation du jeu politicard, et d'affirmation de ses objectifs de lutte et de ses perspectives politiques.

SE BATTRE SUR LE TERRAIN DES BUREAUCRATES OU SE BATTRE SUR SON PROPRE TERRAIN !

C'est pourquoi nous publions le texte des camarades du Collectif autonome BNP, dans lequel nous nous retrouvons.

La répression confédérale qui s'abat sur la section CFDT de la BNP et le type de riposte qu'elle a entraîné jusqu'à présent, nous obligent à prendre position et à énoncer quelques réflexions et perspectives.

Dans les motifs invoqués par la « droite » pour sanctionner la section figure la présence d'autonomes en son sein ; intervention par voie de tracts..., et leur non-condamnation.

Soyons réalistes. Comment peut-on marcher dans une telle supercherie ? Même en étant très mégalomanes nous n'avons jamais pensé que notre présence peut être la seule cause des événements actuels. Certes, nous existons à la BNP et nous existons bien, mais les vraies raisons qui ont poussé l'appareil CFDT à sanctionner sont d'ordre politique beaucoup plus général.

Ces événements constituent un pas supplémentaire de la bureaucratie social-démocrate dans la normalisation du syndicat. Quelle que soit l'issue du scrutin de mars prochain, une opposition quelconque à la ligne confédérale n'est plus de mise : en cas de victoire de la gauche, unie ou désunie, les syndicats (surtout dans la banque) auront une fonction bien précise : empêcher toute dynamique de remise en cause de la banque dans la société capitaliste, empêcher que soit posée la question du contrôle ouvrier, empêcher l'ouverture des livres de comptes des entreprises, empêcher le contrôle de la fuite des capitaux. Bien que ne croyant pas au débordement de l'Union de la Gauche, nous pensons que la section constituait quand même pour les bureaucrates confédéraux une opposition « gênante ». En cas de victoire de la droite aux élections, le problème diffère peu. Les syndicats rempliront leur fonction qui justifie leur existence : défendre le salariat, monnayer la force de travail des prolétaires employés. En cas de lutte de la classe ouvrière, ils tenteront comme en 68 de prendre la tête des luttes, pour empêcher leur affrontement à l'appareil d'État. Ils sont déjà prêts à brader la prochaine grève générale comme ils l'ont fait à Grenelle en 68, pour un plat de lentilles.

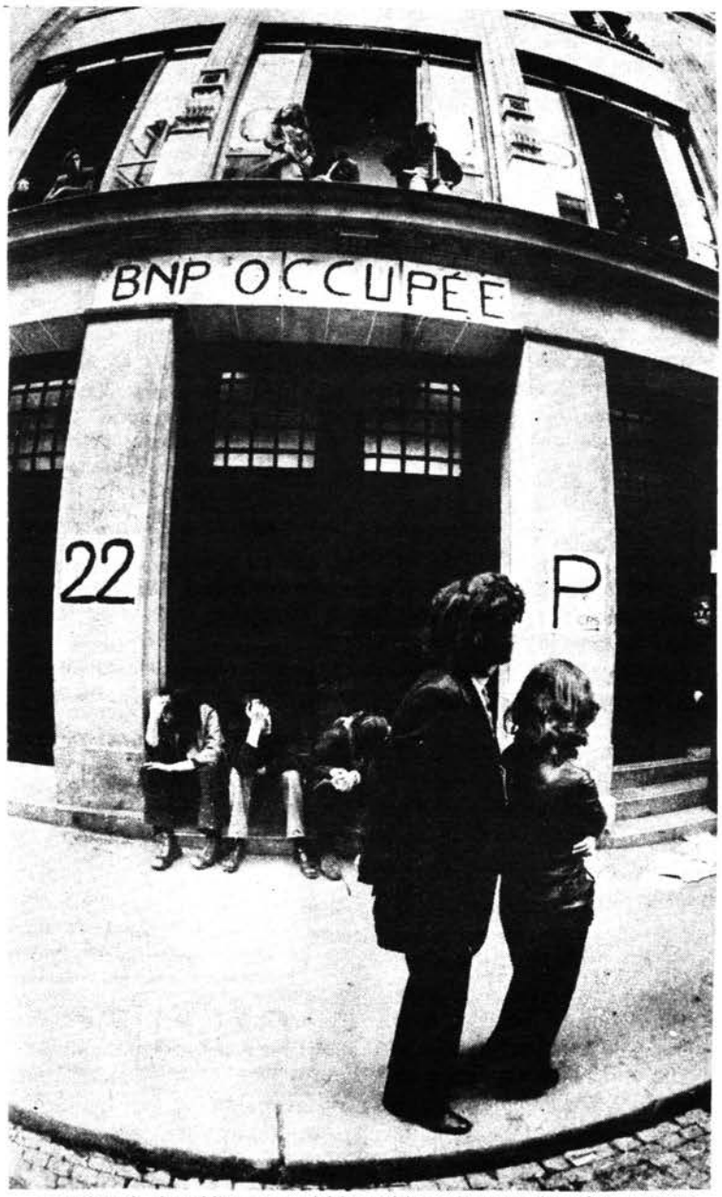
ET POURTANT !

Et pourtant, les bureaucrates n'ont même pas la reconnaissance du ventre, car depuis 68, la CFDT a bénéficié de son ambiguïté soi-disant autogestionnaire et « plus démocrate que la CGT » pour se construire, attirant à elle des militants combatifs ou militants d'organisations « révolutionnaires ». C'est cette « gauche » syndicale et ces militants « révolutionnaires » qui ont construit la CFDT et qui la font vivre. Mais ce n'était qu'un marché de dupe qui leur (nous) était proposé. Tant qu'elle pouvait en tirer profit (se construire), la confédération a laissé se développer le phénomène (35ème Congrès), se livrant ponctuellement à une bataille d'escarmouches contre la L.O. et la L.C.R. qui prétendaient construire pour les uns des fractions, pour les autres une tendance syndicale nationale révolutionnaire. Quand on voit le résultat obtenu après près de dix ans d'intervention permanente,... on ne peut qu'être sceptique quant à la ligne défendue par ces organisations : il n'y a pas, il n'y aura jamais de tendance syndicale nationale révolutionnaire. La seule existence (la tendance École émancipée de la FEN) se révèle être d'une complète stérilité. Il faut comprendre une bonne fois pour toutes que le syndicalisme est une institution bourgeoise (ambiguë) et qu'aucun rapport de forces durable n'est construisible en son sein. Les organisations « révolutionnaires » (LCR, CCA, pour les principales, UTCL et OCT d'influence très limitée) ont une responsabilité écrasante dans l'illusion syndicaliste dans laquelle baigne leur auditoire. Quant aux militants LO, bien que plus fermes dans la bataille contre l'appareil, ils n'ont jamais rompu avec l'utilitarisme stérile. Mais notre critique de la politique des militants « révolutionnaires » organisés, et de la gauche syndicale ne se limite pas à leur illusion de conquête globale du syndicat. Leur pratique quotidienne est porteuse également de graves déviations et de capitulation dans la lutte contre les réformistes. Ce qui se passe à la BNP en est la réelle illustration.

L'ÉCONOMISME ET LA NON REMISE EN CAUSE DU ROLE DE DÉLÉGUÉ

Nous appelons économisme la non remise en cause du caractère illusoire des luttes strictement quantitatives dans la période actuelle de crise fondamentale du capitalisme. Cet opportunisme s'explique par la place à la gauche des partis réformistes, qu'occupe la gauche de la section, et entraîne un certain nombre de positions de capitulation :

— non remise en cause des journées d'action-bidon, et appel à la participation à des cortèges traîne-savate, caution de l'Union de la gauche (24 décembre)



– caution à des débrayages-bidons (deux heures de grève pour la prime d'augmentation du capital).

Jamais la « gauche n'a remis en cause fondamentalement l'Union de la Gauche comme fossoyeur des luttes de ces dernières années, et solution de collaboration de classe à la crise du capital.

Le rôle de délégué-assistante sociale n'est pas non plus remis en cause. Les militants « révolutionnaires » apparaissent comme des bureaucrates tenant un discours plus gauche, mais jamais ils n'organisent véritablement la subversion, jamais ils ne font réellement participer le personnel à la prise de décision : les ficelles des diverses instances de la section sont tirées par un nombre restreint de militants professionnels aux discours bien rôdés. Les autres, comptant les points et se déterminant beaucoup plus sur les talents oratoires que sur le contenu de ce qui est dit.

BAS LES MASQUES ! A BAS LE SPECTACLE !
MÉFIEZ-VOUS UN LEBRETON
PEUT EN CACHER UN AUTRE !

La « bataille » (jusqu'à présent il n'y a pas eu beaucoup d'éclats) « menée » contre la répression, se calque scrupuleusement sur le même mode de fonctionnement :
– capitulation complète dans la bataille contre la confédération
– non-information du personnel (il est trop con pour comprendre ?)
– non-information à la presse
– pétition rachitique à usage des seuls syndiqués
– leurre sur la non-dissolution entretenue par les militants des organisations « révolutionnaires », qui n'osent même pas parler de l'éventuel échec de leur entreprise.

Mais, camarades, soyez réalistes, qu'allez-vous faire ?
– rentrer à la CGT stalinienne, dont certains d'entre vous furent expulsés ?
– rejoindre les francs-maçons et la droite du PS à Force Ouvrière?
– prier à la CFTC ?
– vous morfondre pendant quinze ans à la porte de la CFDT en pleurant « C'est pas juste, ils nous ont virés d'une manière parfaitement anti-démocratique » ?

Lors du Congrès de sections à Montholon (décembre 77), nous avons diffusé un texte intitulé : « Le syndicalisme a fait faillite pour sortir de la crise, faut pas le réformer, il faut le liquider ». Sous un aspect volontairement provocateur, ce texte exprimait des positions politiques qu'il nous paraît aujourd'hui opportun de développer plus explicitement. Bien entendu, il ne nous incombe pas à nous seuls, collectif BNP, de théoriser la faillite du mouvement syndical. L'accroissement des contradictions du syndicalisme entraînera d'autres critiques et d'autres ruptures dont nous ne prétendons nullement au leadership.

Nous ne sommes pas un groupuscule sectaire supplémentaire, porteur de sa vérité et de ses solutions, et nous sommes prêts à la confrontation pratique et théorique.

Pour nous, l'autonomie c'est le refus du sectarisme, de la doctrine figée, du conservatisme organisationnel.

Nous n'avons pas une vision uniforme et indifférenciée de la réalité syndicale. Le syndicalisme en France, tout en étant collaborationiste, ne donne pas la même image que dans certains pays (RFA, USA, Pologne, syndicats verticaux chiliens), de même les différentes boutiques syndicales si elles tendent aux mêmes buts : maintenir le salariat, servir de tampon entre la bourgeoisie et les travailleurs ne sont pas soutenues par les mêmes forces sociales et politiques : La CGT et la CFDT défendent un programme et des actions soustendues par le cautionnement de la politique de l'Union de la gauche très clairement CGT/PC, de plus en plus net CFDT/PS.

Le PC et le PS défendent un programme de collaboration de classe, alternative bourgeoise à la crise, la politique suivie par les deux centrales syndicales ne peut être que la résultante de cette politique.

Notre anti-syndicalisme n'est pas une position géographique ; présents ou pas dans le syndicat, nous sommes anti-syndicalistes et nous ne nourrissons aucune illusion sur la possibilité de le changer. Par contre, et à condition de ne faire aucune concession sur les positions de fond, il peut s'avérer efficace dans certaines entreprises de rentrer dans le syndicat, mais inévitablement nos positions et les contradictions avec le syndicalisme amènent à en sortir.

La dénonciation purement théorique du syndicalisme, sans ouvrir de réelles perspectives de lutte dans l'entreprise, serait une position ultra-gauche classique dont nous ne sommes pas partie prenante.

Que ceux qui veulent rester orphelin et pleurer dans leur service sur la défunte CFDT sortent leur mouchoir, pour notre part, nous pensons qu'il y a des choses plus importantes à faire.

Celle ou celui qui veut vraiment organiser la subversion n'a

pas besoin de mandat syndical ; quand le travail de base est réellement fait, la répression patronale a difficilement de prise.

Il faut rompre définitivement avec l'image du professionnel du syndicalisme, aux emplois du temps chargés d'activités bureaucratiques et de réunions incessantes dépourvues de tout intérêt pour le personnel. Il n'y a de vrais délégués que ceux portés par les luttes. Plus encore, c'est le principe même de la délégation qu'il faut remettre en cause, car elle est porteuse de déresponsabilisation et de déviations bureaucratiques.

Dès maintenant, nous pouvons discuter et approfondir quelques axes de lutte que les OS politiques n'ont jamais pris en charge.

SUBVERSION DU TRAVAIL

Absentéisme : le refus du travail et la résistance au travail n'ont jamais été revendiqués ni organisés par aucun parti politique, ni aucun syndicat. Pour notre part, nous considérons que cet axe de lutte est subversif, nous le revendiquons, et œuvrons pour l'absentéisme organisé, le refus de travailler, le coulage des cadences.

Arrêter individuellement le travail n'est pas subversif, l'organiser c'est remettre en cause l'organisation capitaliste du travail. Quelques tentatives couronnées de succès ont déjà vu le jour à la BNP.

LUTTE ANTI-HIÉRARCHIQUE

Contre le paternalisme (un des fléaux sévissant à la BNP : bal des Catherinettes, boycott organisé des « pots » offerts par la direction).

LUTTES ÉCONOMIQUES

Notre participation à des mouvements de grève pour l'obtention de revendications économico-catégorielles est totalement liée à notre analyse de la période actuelle. Notre but sera toujours d'expliquer leur caractère limité et précaire, et d'organiser l'affrontement contre la direction et l'appareil d'État.

LUTTES CONTRE LES ORGANISMES DE COLLABORATION DE CLASSE

— Les C.E.

En tant qu'organismes de collaboration de classe, les CE doivent être dénoncés sous tous leurs aspects : ils sont les organismes désignés par la bourgeoisie pour répartir la masse salariale, pour prendre en charge la gestion des « œuvres sociales ».

Ces organismes sont, soit directement aux mains des patrons (SIMCA, CITROEN), soit aux mains des réformistes (RENAULT, BNP, EDF).

En cas de victoire de la gauche, ils ne seront que les courroies de transmission du gouvernement dans l'entreprise. D'ailleurs, la conception du pouvoir « populaire » vu par les réformistes, n'est que l'accroissement des responsabilités des CE. Véritable entreprise dans l'entreprise, ils jonglent avec d'énormes budgets entretenant des cohortes de permanents gérant des structures coupées de tout contexte de lutte, où est largement dispensée l'idéologie bourgeoise :

— vacances organisées dans les pays sans tenir compte de leur réalité politique

— les propositions du catalogue vacances CCE sont édifiantes à ce sujet : photos d'hôtels de luxe... sans doute pour faire oublier la misère quotidienne !

Il y aurait aussi beaucoup à dénoncer sur le sport et la culture sauce ASC, avec sa phallocratie, son culte fasciste de la virilité et son esprit de compétition démente.

Notons à ce propos l'organisation des tournois inter-services dans lesquels le paternalisme patronal trouve largement son compte en y faisant participer ses chiens de garde.

— La COOP.

Bien entendu, elle fonctionne comme un commerce classique :

— licenciement d'un employé jugé improductif

— appel à la consommation traditionnelle

— dénonciation à la direction de l'auteur d'un vol, entraînant le licenciement de l'employé.

— LES RESTAURANTS D'ENTREPRISE

— Nous dénonçons la gestion des restaurants par les syndicats

— Nous appelons à la gratuité immédiate des restaurants pour les employés chômeurs du quartier.

LUTTES CONTRE LA RESTRUCTURATION

Les syndicats ont délibérément évincé toute lutte contre la restructuration du secteur bancaire par l'informatique. Ils ont toujours présenté décentralisation et mutation de personnel comme une fatalité irrémédiable. La floraison de boîtes de sous-traitance permettant un contrôle strict sur la production (en fonctionnant comme centre anti-grève) ne semble pas poser de problèmes à nos bureaucrates de service, pas plus que la pénétration massive sur la BNP d'un important secteur intérimaire-boîte de services dont on connaît la précarité de leur situation d'emploi et l'utilisation qu'en fait la direction de la BNP.

LUTTE DES FEMMES

Quand on sait que le pourcentage de femmes travaillant à la BNP est de 65 %, qu'elles occupent les postes de travail les plus pénibles et les plus mal payés, on peut se demander ce que les syndicats envisagent pour mener la lutte sur cet axe.

Voici la réponse de la CFDT : « Mixité de tous les postes partant du fait que les secteurs à majorité féminine se dévalorisent et contribuent à entretenir la ségrégation ».

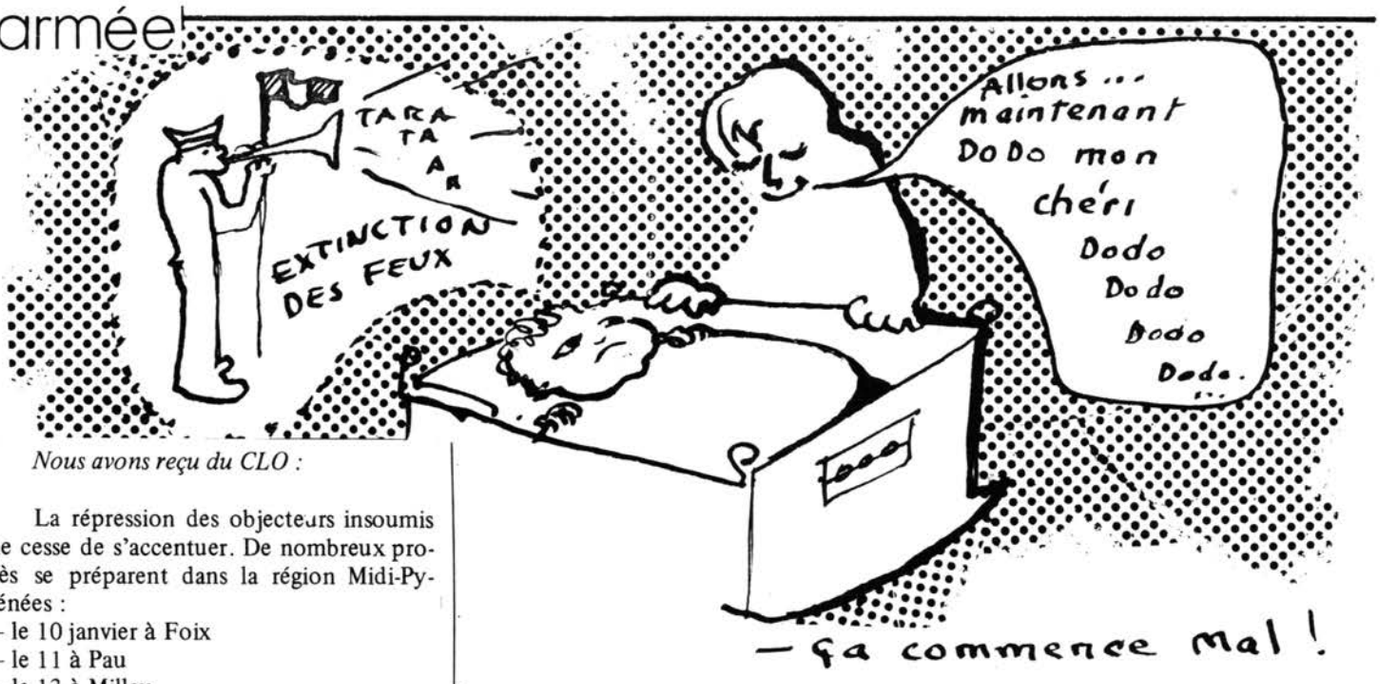
La libération des femmes par une plus grande aliénation salariale, en somme ! (on comprend mieux pourquoi si peu de femmes se syndiquent !)

Il ne s'agit pas pour nous de faire un catalogue exhaustif d'axes de luttes. Ceux-ci et d'autres restent à discuter et à organiser collectivement avec ceux qui feront le choix de continuer la lutte.

Ce texte est une contribution à un débat que ses rédacteurs comptent poursuivre avec tous ceux qui envisagent la possibilité de se regrouper dans une structure qui reste à définir, pour offrir une autre perspective aux travailleurs et aux travailleuses de la BNP, que celle du pouvoir syndical réformiste qui, selon les résultats de mars 78, seront peut-être nos nouveaux patrons.

Collectif Autonome BNP

NOUS APPELONS A UNE RÉUNION
LUNDI 30 JANVIER A 18 H 30
33, rue des Vignoles — 75020 Paris



Nous avons reçu du CLO :

La répression des objecteurs insoumis ne cesse de s'accentuer. De nombreux procès se préparent dans la région Midi-Pyrénées :
– le 10 janvier à Foix
– le 11 à Pau
– le 13 à Millau.

Et quatre pour la seule ville de Toulouse ! Incessamment, Jacques Bonati et Pierre Chollat seront jugés pour insoumission et Hubert Hegy pour désertion à l'ONF. Damien Thébaut, quant à lui, comparaîtra le 19 janvier à 14 heures au Tribunal de grande instance de Toulouse.

Incorporé en décembre 1972, Damien refuse de se rendre à son affectation. Amnistié lors de l'élection présidentielle, il est incorporé en juin 1975 et refuse à nouveau son affectation à Schirmeck (800 km de Toulouse).

Par ce refus d'obéissance, Damien dénonce :
– la dépersonnalisation de l'individu entretenue par le service national
– l'intervention impérialiste dans les pays sous-développés (Tchad, Sahara Occidental)
– la militarisation croissante de la société : armée briseuse de grèves, ventes d'armes, camps militaires, arme nucléaire...

Comme trois mille de ses camarades, il s'insoumet au décret de Bregançon qui prévoit une affectation autoritaire à l'ONF pour faire de lui un travailleur sous-payé (240 F par mois), privé de ses droits les plus élémentaires (droit d'expression, de réunion, de circulation, droits politiques, syndicaux).

A travers Damien Thebault et les autres inculpés, c'est bien le refus du Service Civil qui sera sanctionné par la Chambre correctionnelle de Toulouse, le pouvoir s'employant à briser la résistance des objecteurs qui s'opposent à l'instauration d'un Service Civil élargi, prôné par certains membres du gouvernement.

Et que serait ce Service Civil ? sinon la mise en place d'une structure coercitive qui suppléerait au service militaire de moins en moins toléré par la jeunesse, l'institutionnalisation du bénévolat forcé comme palliatif à une politique sociale peu rentable, qui masquerait les inégalités les plus criantes.

C'est parce qu'ils n'ont pas voulu servir de cobayes dans ce genre d'entreprise, que les objecteurs insoumis se retrouvent aujourd'hui devant les tribunaux.

UN ORDRE EST UN ORDRE

L'accélération des procès faits aux objecteurs n'épargne pas la Creuse, évidemment.

En effet, après le procès de Ferrandon, le 27 octobre 77 (deux mois avec sursis), deux objecteurs : Bruno Gauthier et Jean-Claude Toueix sont appelés le 12 janvier 78 à comparaître devant le tribunal correctionnel de Guéret.

Des comités de soutien exercent leurs talents à Guéret, Clermont-Ferrant, Limoges et Montluçon.

Plus de deux mille objecteurs de conscience sont passibles des tribunaux. Au train où vont les choses, ça pourrait ressembler à une tentative d'« assainir » la situation avant l'institutionnalisation d'un service civil obligatoire et d'une armée de volontaires... ?

On pourrait faire d'autres hypothèses...

On peut aussi imaginer encore plus d'objecteurs et d'insoumis...

Gageons que de toute façon l'État saura, le moment venu, prendre les initiatives adéquates afin que son ordre soit maintenu.

Alors quoi ?

Sans doute s'efforcer de dénoncer en permanence la militarisation. La discipline n'est pas seulement la force principale des armées; elle change de nom et devient l'ORDRE :
ORDRE de la famille
ORDRE des religions
ORDRE de l'enseignement
ORDRE de marcher au pas pour l'ORDRE de tirer sur ORDRE.
N'insistons pas sur l'ORDRE de la hiérarchie si chère à nos patrons.

O.C.L Creuse

Le 7 décembre dernier, on pouvait assister au procès de quatre objecteurs de conscience : Jean Foirien, Paul Chiquard, François Toutain et François Duperray, que l'on avait arrachés aux vallées basques et béarnaises, tous les quatre ayant refusé leur affectation à l'ONF, démontant que l'ONF n'est aucunement un service d'intérêt général. En face, il y avait le « souci » d'un président de faire respecter la loi et qui « eut mieux aimé qu'une telle énergie fût mise au service des Français du Polisario », et sensible aux formules de politesse à la fin des lettres de soutien. Ce 11 janvier 78, le verdict devait être prononcé : trois mois de prison avec sursis et deux nouveaux objecteurs comparaissent : Jean-Pierre Pillet et Honorat. On pouvait se féliciter des différents témoignages : objecteurs ayant travaillé à l'ONF, paysans, instituteur qui voit mourir son village. Ce procès fut semblable au premier et le verdict sera prononcé le 25 janvier.

Toutefois, on pourrait se demander si ces paysans n'ont pas eu un raisonnement plus approfondi que celui de s'apercevoir qu'ils pouvaient avoir à leur disposition une main d'œuvre jeune, volontaire et gratuite, ou presque. Que l'on ne se leurre donc pas. Ces paysans ne sont aucunement opposés à l'armée et à la militarisation (sauf lorsque celle-ci viendra à les déposséder comme au Larzac).

O.C.L Pau

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE face à 78

Nous vous présentons ce dossier qui a été élaboré d'après le compte rendu du Congrès de novembre 1977 de l'OCL, qui plus qu'un congrès d'orientation a été un congrès de travail dont le but était de clarifier nos orientations stratégiques immédiates en fonction des situations locales dans lesquelles les militants et militantes de l'OCL étaient investis. Beaucoup de problèmes ne sont pas abordés dans ce texte car nous allons tenir notre congrès normal en mai 78, congrès d'une grande importance, car il devra entériner les acquis de notre organisation qui a plus de dix ans d'existence depuis qu'elle était organisée en tendance dans la Fédération Anarchiste, et qui, depuis, a subi une évolution théorique et organisationnelle très importante. Toutes ces analyses et conclusions sont le fruit de la recherche d'une forme d'organisation et d'interventions qui puissent déboucher sur des formes d'autonomie réelle du prolétariat, à l'écart des manœuvres groupusculaires ou dogmatiques qui n'ont pas épargné le mouvement libertaire. A l'heure où la farce électorale jette le doute sur le prolétariat, il nous paraît indispensable de développer le plus que nous pourrons toutes ces formes d'organisation et de luttes autonomes.

L'OCL et l'autonomie

UN MOUVEMENT SOCIAL DE SENSIBILITÉ LIBERTAIRE

Nous avons déjà montré dans F.L. que les phénomènes de rupture se multipliaient, ruptures partielles avec les institutions du capital, ou rejet à un niveau plus « sensible » du jeu institutionnel. Au-delà de la simple constatation de ce phénomène, il faut, nous le pensons, l'analyser plus en profondeur. Le capital s'est profondément transformé depuis le choc de 1968; l'appareil de production et des services est en voie d'une rentabilisation très poussée et ceci touche les secteurs public et privé, ceci entraîne des conditions de travail de plus en plus difficiles.

A côté de cela se développe ou se maintient un volant de chômage très important avec lequel l'État jongle pour éviter toute flambée sociale en liaison avec les travailleurs des entreprises qui subissent de plus en plus la répression patronale et des conditions de « survie » de plus en plus difficiles : c'est l'opération 300.000 emplois pour les jeunes, c'est les stages de formation d'entreprise, c'est la multiplication des centres de formation professionnelle accélérée (FPA). Ceci est nouveau et entraîne donc la formation d'une nouvelle couche dans le prolétariat : les travailleurs précaires. Ce sont les « travailleurs » qui sont en activité productrice quelques mois, suivant les aléas de l'emploi, puis qui se mettent au chômage quelques autres mois, etc. Ce qui est nouveau aussi, c'est le grand développement du travail intérimaire (9% des salariés en France qui est le deuxième pays après les USA à utiliser ce type d'emploi) qui permet au capital de contrôler le volume de l'emploi, donc la rentabilité globale de l'économie, ainsi d'ailleurs que la paix sociale puisque l'on peut mettre fin à un contrat d'intérim à la fin du mois en cours.

Toutes ces conditions d'exploitation nouvelles entraînent une sensibilité libertaire au sein du prolétariat :

– remise en cause du travail
– remise en cause du salariat
– remise en cause de la hiérarchie.

Plus encore, le type de réponse que donnent les syndicats : grévettes de 24 heures et sabotage des luttes (comme à Michelin en début d'année) commence à lancer un réel débat au sein du prolétariat sur la nature des syndicats dans les syndicats aux-mêmes (des sections ont refusé d'appeler à la grève du 1er décembre) et fait se poser des questions sur les formes de luttes plus directes, plus vécues par la population dans son ensemble.

Cette vague de fond au niveau du travail, principale institution de l'exploitation capitaliste, a ses pendants au niveau de la vie quotidienne. L'idée de vivre autrement, d'avoir des rapports sociaux égalitaires et décrispés fait son chemin. C'est :

– la révolte des femmes
– la remise en cause de la famille
– la liberté sexuelle
– le rejet de l'urbanisme bétonné, des transports qui ont pour fonction principale la reproduction de la force de travail.
– la fin des illusions sur la marchandise.

Il n'est pas utile de s'étendre plus dans cette analyse; tout le monde peut vivre des situations dans lesquelles on retrouve cette « sensibilité libertaire ». Le capital lui-même, à travers ses médias, en fait la constatation : Sondage SOFRES indiquant que plus de 30 % des Français croient à l'imminence d'un nouveau Mai 68. Le ministère de l'Intérieur révélant que plus de trois millions de Français en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

LES POLITICARDS ET LA CRISE DE LA GAUCHE

L'Union de la gauche, il faut bien le reconnaître, a fait illusion depuis 1972 et a porté des coups au mouvement révolutionnaire qui n'a jamais su se poser comme une force ou comme alternative face aux forces capitalistes d'État des PS, MRG, PC

et PSU. La rupture de cette union a porté le doute et des prises de conscience à ceux qui appuyaient les capitalistes d'État. Même si ces doutes et hésitations ne sont pas « quantifiables », il va sans dire que les idées que nous avançons trouveront à brève échéance un terrain favorable; c'est une question de semaines. Les appareils politiques du PS et du PC pendant ce temps intensifient leurs efforts de contrôle de la classe prolétarienne par les syndicats (CFDT et CGT); c'est, depuis le congrès d'avril 76 de la CFDT, la chasse aux « basistes »; ces « basistes » ont introduit dans les entreprises des débats qui font frémir d'horreur les directions syndicales et le patronat (ou futur patronat) « communiste » et socialiste : sur l'anti-militarisme, l'écologie, l'abolition du salariat et la remise en cause du travail. L'écho de plus en plus grand que reçoivent ces débats ont poussé les appareils syndicaux à la répression, aux exclusions et au contrôle serré des « basistes ».

L'O.C.L. ET CE NOUVEAU MOUVEMENT DE MASSE

Depuis son congrès d'avril 76 et depuis son congrès extraordinaire de novembre 77, l'OCL a développé le débat sur l'intervention en milieu entreprise et sur les contradictions qui s'y posaient pour un militant révolutionnaire, défendant un projet de société sans classes et sans État et préconisant l'autonomie de la classe aujourd'hui, intervenant sur une action syndicale et étant isolé par les réformistes. Tout en sachant parfaitement qu'il n'y a pas de tactique « unique » à adopter vis-à-vis de notre stratégie globale pour l'autonomie prolétarienne, nous avons été amenés à constater les limites de la section syndicale aussi « radicalisée » qu'elle se présente. Nous sommes également conscients que le développement de groupes autonomes d'entreprise défendant la société anti-autoritaire, dépend en grande partie de la combativité du prolétariat. C'est notamment depuis et après un conflit que peut se dégager une frange radicalisée de travailleurs dans l'entreprise.

Rassembler cette frange signifie pour nous, contrairement à la FA, ne pas avoir d'exclusives quant à la pureté politique de ces travailleurs et par conséquent arriver à la formation de structures autonomes où ce sont les militants eux-mêmes qui décident de leur forme d'intervention. Le rôle de l'OCL étant d'y poser les débats qui lui semblent à l'ordre du jour :

– l'unification des luttes sociales, la popularisation de ces luttes, l'organisation du mouvement hors des structures syndicales et' dès que possible, la construction de l'organisation autonome de la classe prolétarienne. Nous situons l'organisation spécifique qu'est l'OCL comme un lieu d'échanges politiques dans le mouvement de masse et comme une force de clarification et de structuration permettant pour des militants et des militantes libertaires d'avancer des perspectives révolutionnaires.

Mais l'autonomie ne se manifeste pas seulement sur les lieux de production. En effet, ce que certains appellent « l'usine sociale », c'est-à-dire le quartier, est également un lieu d'intervention. Depuis longtemps, des luttes ont lieu sur les quartiers, mais elles ont rarement eu un caractère de « masse ». L'exemple de l'Italie est intéressant sur ce point. En effet, les auto-réductions sur l'électricité, le loyer et le chauffage ont été pratiquées par des dizaines de milliers de familles. D'autres luttes ont eu lieu : résistance contre la rénovation immobilière et plus récemment, des « réappropriations » collectives dans les super-marchés et des occupations de logements vides. L'autonomie sur les quartiers peut se développer. Il s'agit pour les militants révolutionnaires là aussi, d'avancer des perspectives, d'être à l'initiative. La tâche de l'OCL est de proposer des actions qui soient susceptibles d'unifier par la pratique les travailleurs et les habitants radicalisés. En effet, nous considérons que les luttes de quartier favorisent le regroupement pour l'autonomie; c'est d'autant plus net que ces luttes ont un aspect durable et anti-institutionnel comme par exemple les luttes anti-nucléaires. La liaison entre les luttes de quartier et les luttes d'entreprises est rendue d'autant plus difficile que les travailleurs n'habitent pas sur leur lieu d'exploitation, c'est pourquoi les militants et militantes de l'OCL ont été à l'initiative ou se sont investis dans de nombreux journaux d'expression populaire qui peuvent arriver à assurer cette liaison entre toutes les luttes anti-capitalistes.

Nous avons publié dans ce numéro le premier texte de ce dossier sur la Fédération Anarchiste. Il ne s'agit point là de favoritisme ; la place nous ayant manqué, nous publierons dans le prochain numéro les autres textes présentant le reste du mouvement libertaire tant à Paris que dans les régions.

la FA c'est quoi ?

Les 11, 12 et 13 novembre dernier, s'est tenu un congrès extraordinaire de la Fédération Anarchiste. La volonté des camarades de la FA de s'insérer davantage dans le mouvement social (classe ouvrière, femmes, écologie, etc.) est apparue dans le numéro du « Monde Libertaire » consacré au compte rendu de ce congrès.

Il serait aisé et satisfaisant pour un militant de l'OCL, en découvrant ces nouvelles orientations, de se conforter en disant : « La FA a enfin compris ce que nous disions depuis longtemps, on avait raison, etc. ». Ceci n'est pas le but de cet article. Le but est bien plutôt d'établir l'état politique de la FA actuellement.

L'analyse que fait la FA sur les syndicats rejoint en effet la nôtre : « Les appareils syndicaux se présentent comme régulateurs du système, courroie de transmission pour les partis politiques et plus au service du système capitaliste qu'à celui des travailleurs. Les bureaucraties syndicales seront appelées dans la probable évolution du système capitaliste à participer directement à la planification économique, donc de participer plus directement à l'exploitation des travailleurs ». De cette analyse globale, ressort logiquement l'illusion que constitueraient d'éventuelles tentatives de prises de pouvoir dans l'appareil syndical, avec tout ce que cela comporte de luttes de tendances, de fractions, de magouilles... Devant l'irréversibilité de la tendance à l'intégration des travailleurs au système par les syndicats – ceux-ci n'étant qu'une pièce (indispensable) au bon fonctionnement de la machine – le travail à la base des appareils devient la seule compromission possible, car il est effectif que l'on peut y rencontrer des travailleurs radicalisés (certaines sections basistes de la CFDT, notamment). « Il apparaît nécessaire aux militants de la FA de poursuivre à la fois pour ceux qui le désireraient, en fonction des situations particulières auxquelles ils sont confrontés, leur travail au sein des syndicats réformistes et **parallèlement ou indépendamment, d'essayer d'impulser en dehors des syndicats, des commissions qui rassembleraient les travailleurs sur les bases libertaires** (souligné par nous) . autonomie de la lutte, décision en AG, révocation immédiate en cas de non-respect du mandat, rotation dans les fonctions».

Jusqu'à présent, à la lecture de ce compte rendu, nous n'avons pratiquement rien à dire. La suite est bien différente, qu'on en juge.

En effet, s'il est ressorti nettement comme nécessaire de poser dès aujourd'hui les jalons d'une alternative révolutionnaire aux syndicats, les moyens que se donnent les militants de la FA nous paraissent quelque peu dérisoires. Que signifie la création de « cercles anarchistes spécifiquement FA » dans une stratégie visant la construction d'un mouvement « autonome révolutionnaire de masse » ? On est en droit de se poser quelques questions. La FA cherche-t-elle à se renforcer numériquement ou au contraire à travailler à l'auto-organisation du prolétariat ? Dans la réalité, que se passe-t-il ?

La FA est une organisation qui fonctionne sur et par rapport à elle-même. La constitution de cercles FA d'entreprise entre dans le droit fil de sa pratique de toujours; c'est-à-dire la diffusion de la pensée libertaire, des idées de l'Anarchie par l'intermédiaire du journal, des brochures, etc. En effet, la FA n'a jamais eu de pratique politique d'auto-organisation, mais des interventions idéologiques, au contraire de l'OCL qui est la seule organisation libertaire à avoir par exemple impulsé de nombreux journaux d'information populaire : « L'Énergumaine » au Mans, « Le Cri du Boulonnais » à Boulogne sur Mer, « La Crue » à Orléans, « Le Pavé dans la Marne » à Reims, « La Biscotte » à Sarcelles, etc.

Cet idéologisme de la FA (substitut de la théorie du parti chez les léninistes) se double d'un sectarisme à tout crin. En effet, jamais dans le « Monde Libertaire », il n'est fait mention de l'existence d'autres journaux, organisations ou groupes libertaires qui sont pourtant légion. Pourtant, de nombreux militants de la FA sont confrontés quotidiennement ou non à d'autres militants libertaires qu'eux-mêmes.

Malgré tout, il est question de travailler à la construction d'un « mouvement autonome révolutionnaire de masse ». La FA considère-t-elle qu'elle est la seule organisation susceptible d'enfanter ce mouvement ? Quand on commence à parler stratégie, on ne peut ignorer l'existence d'autres composantes du mouvement libertaire (organisées nationalement ou pas). La FA, elle, le fait.

Nous ne sommes pas contre le fait de créer des groupes libertaires dans les entreprises, mais nous ne comprenons pas la nécessité de créer des groupes d'organisations spécifiques. Et pour cause : que devront faire les militants de l'OCL là où existeront ces cercles FA ? Créer des cercles OCL d'entreprise ? Absurde !!

Nous considérons, nous, que l'OCL n'est pas la seule organisation à partir et autour de laquelle pourra se créer le mouvement autonome du prolétariat. Elle ne constitue qu'un lieu de l'autonomie, lieu de débats, d'actions, de propositions. Pour les camarades de la FA, il apparaît (implicitement) au contraire que l'organisation est le centre autour duquel naîtra et gravitera le mouvement autonome du prolétariat. Un peu de modestie, camarades !

Tactiquement, il nous paraît plus juste d'impulser des regroupements anti-autoritaires larges dès aujourd'hui, dans lesquels se retrouvent des militants organisés et inorganisés, plutôt que de vouloir renforcer de manière volontariste une petite chapelle sur des bases idéologiques.

la FA c'est quoi ?

Cette pratique large existe déjà au niveau des PTT, sur Paris, où se mettent sur pied des commissions de travailleurs dans lesquelles interviennent des militants de l'OCL, de la FA et des inorganisés. Or, dans le « Monde Libertaire », cette pratique n'apparaît pas. Pourquoi ? Les militants de la FA y participant sont-ils clandestins dans leur propre organisation ?

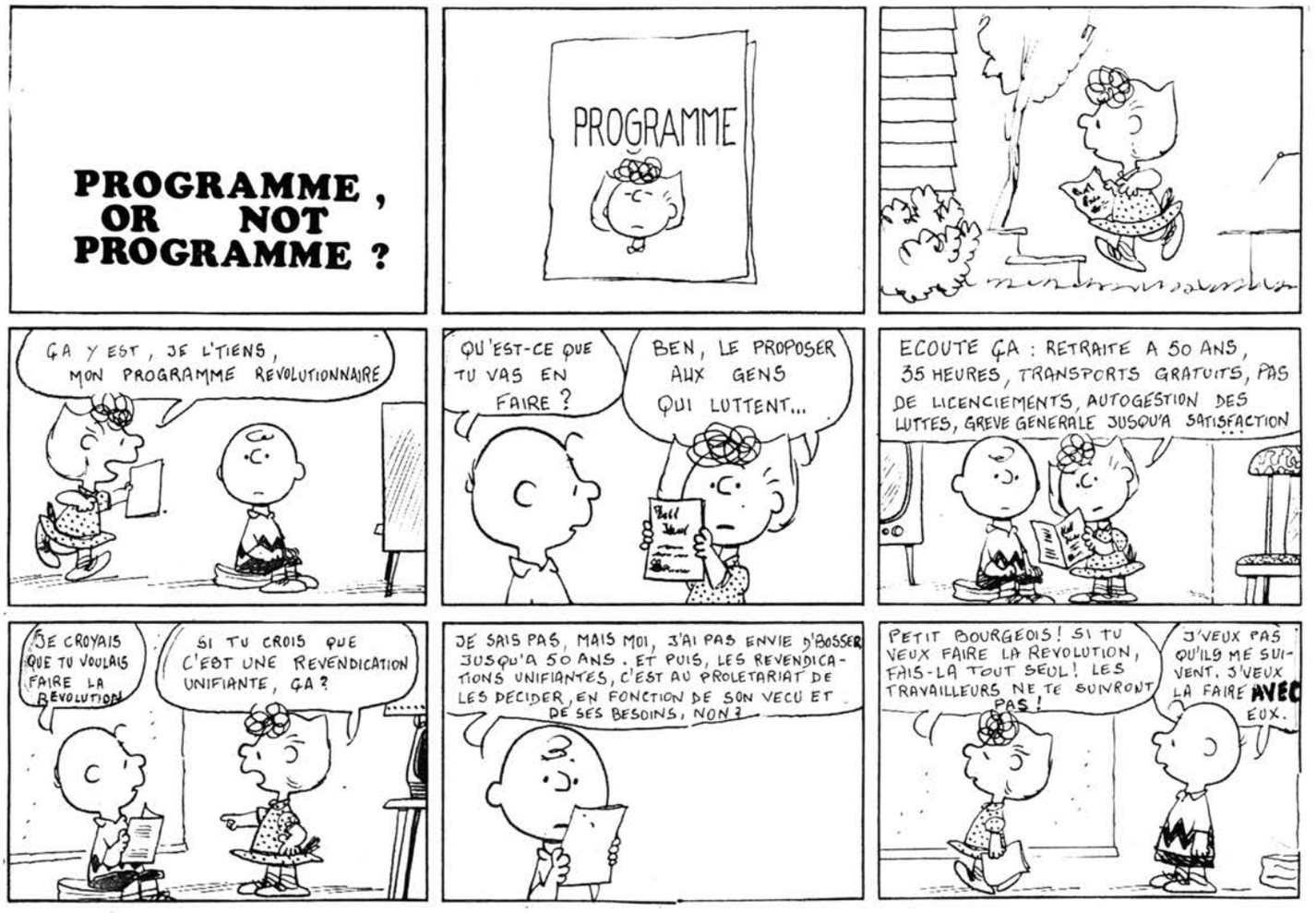
De nombreux militants ont tenté de transformer la FA de l'intérieur, essayant de lui donner un caractère plus révolutionnaire et plus politique. Ils s'y sont toujours cassé les dents et ont dû quitter l'organisation. En effet, il existe des propriétaires légaux de la Fédération Anarchiste et du journal ; « L'association pour la diffusion de la pensée rationaliste », composée de vieux anarcho-syndicalistes comme on n'en fait plus (même en Espagne) et d'individualistes pacifistes presque tous francs-maçons.

Ces propriétaires-dirigeants, on les retrouve dans le « Monde Libertaire ». Plus de la moitié du journal est écrit par des spécialistes, des journalistes-chroniqueurs sans pratique militante. Le « Monde Libertaire », même hebdo, n'a pas changé de fonctionnement interne ; en cela il est semblable à tous les journaux des organisations hiérarchisées (réformistes et gauchistes) où c'est un comité de rédaction qui assure le remplissage du journal.

Un autre phénomène grave est le manque de débat dans le M.L. Faut-il croire que, à la FA, tout le monde est toujours d'accord avec le contenu du journal ? Pourtant, il existe des débats à l'intérieur de l'organisation, dans les groupes. Ceux-ci ne sont jamais retranscrits publiquement.

L'institutionnalisation du pluralisme idéologique (la Synthèse), le consensus ainsi créé autour de ce pluralisme, entraîne un non-débat public, chacun ménageant l'autre pour ne pas le heurter, sinon ce serait l'éclatement.

Pour nous, par exemple, il y a une contradiction fondamentale, et pas seulement idéologique, mais politique, entre d'une part ceux qui cherchent réellement à développer l'autonomie ouvrière (dans les boîtes) et populaire (dans les quartiers), et d'autre part les bonzes syndicaux qui sévissent à FO ou ailleurs (qu'on se souvienne de M. Joyeux embrassant Bergeron au dernier congrès de FO). Il est d'ailleurs « étonnant » (?) que malgré les résolutions nouvelles de la FA sur les syndicats, les bureaucrates anarcho-syndicalistes continuent à sévir dans l'organisation et au journal. Si cette situation éminemment contradictoire politiquement demeure, nous serons amenés à croire que les analyses de la FA, aussi brillantes soient-elles, restent du verbiage idéologique derrière lequel tout le monde peut se réfugier sans trop se poser de questions quant à l'engagement politique.



italie : situation des camarades emprisonnés

LA SITUATION DES CAMARADES DÉTENUS A BOLOGNE, APRES LE CONSEIL INTERNATIONAL CONTRE LA RÉPRESSION

La répression à Bologne, après le congrès (septembre), a connu un saut qualitatif. Pour une série de camarades, l'instruction a été close et on annonce les procès, certains sont en liberté provisoire car les machinations montées contre eux se sont effondrées, pour d'autres, par contre, l'avenir est assez sombre. C'est le cas du camarade Fausto Bolzani, militant anarchiste-communiste. Le juge Catalanotti, démocrate et sympathisant du PCI, l'a fait arrêter le 29 août en l'accusant de l'assaut de l'armurerie survenu le 12 mars à Bologne, durant la révolte étudiante. A la base de l'accusation, le fait que sa voiture était enfermée dans la zone des barricades.

A part l'inconsistance des preuves, la volonté répressive qui passe à travers l'ensemble de l'instruction est claire.

La Fédération bolonaise du PCI a toujours cherché à faire passer le mouvement de février-mars, qui avait dévoilé le rôle conservateur et procapitaliste du PCI en le marginalisant, comme le produit d'un complot de quelques « autonomes ». Le juge Catalanotti est donc parti à la chasse aux « autonomes » : Radio-Alice, Bifo, Giorgini, Benecchi, Fausto Bolzani, Isabella, etc., telle est la liste des « criminels » pris dans les filets. Le but est donc de réduire ces faits, pratiqués par des milliers de camarades, à l'action de quelques individus qui finissent par payer pour tout le monde.

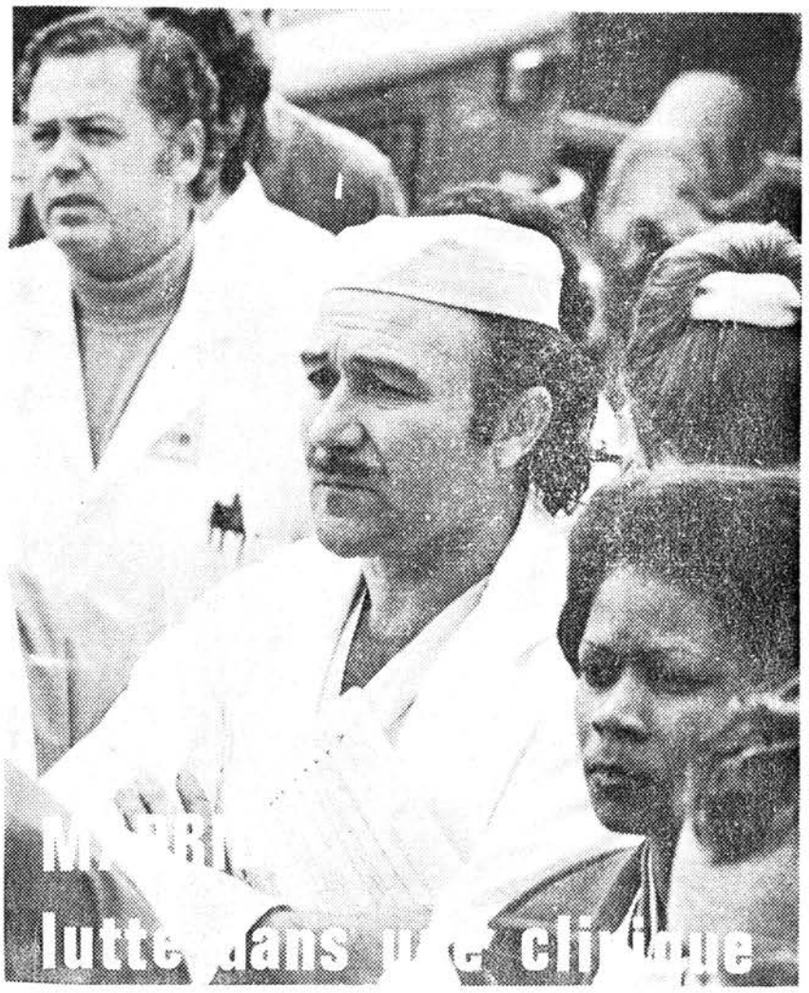
De cette façon, la manifestation qui, le 11 mars, balaya Bologne en laissant exploser sa colère après l'assassinat par la police de Francesco Lo Russo, n'est plus composée de milliers et de milliers de camarades, mais de quelques centaines d'autonomes venus de l'extérieur avec, parmi eux, pourquoi pas ? quelques fascistes. Radio-Alice n'est plus l'outil de ce mouvement qui donne les rendez-vous et les informations que le pouvoir ne veut pas rendre publiques, mais le cerveau machialique du complot, et Bifo en est l'inspirateur diabolique. De ce pas, chaque fait survenu est confisqué au mouvement et attribué à des camarades isolés, ce qui permet un double résultat : freiner, voire bloquer la maturation d'une conscience de masse sur ces faits, et retirer de la circulation quelques personnages gênants. Le cas de Fausto Bolzani est significatif : arrêté sur la base d'indices inconsistants, il s'est vu adjoindre un autre chef d'inculpation, celui de saccage de l'armurerie en commun avec un autre camarade Mario Isabella; ainsi le juge Catalanotti, fidèle larbin du PCI, peut jouer sur des délais très longs, et refuser ainsi la liberté provisoire aux camarades.

La mobilisation contre la répression durant le Congrès de Bologne, avait imposé des « vacances » au juge Catalanotti, et pendant son absence, une série de camarades furent libérés, et pour d'autres (Benecchi, etc.), l'instruction fut close.

Le ralentissement de cette mobilisation a permis par la suite à Catalanotti de reprendre son activité de répression démocratique : ainsi la nouvelle inculpation de Fausto Bolzani.

La bataille pour la libération des camarades emprisonnés ne se joue pas que dans les salles du tribunal et à coups d'articles du Code pénal, « l'État de droit » n'est désormais qu'un souvenir, une bataille pour son retour, outre que perdue d'avance, va à l'encontre de l'histoire. Seul un fort mouvement révolutionnaire qui revendique comme siennes, à chaque moment, les pratiques de lutte qu'il a découvertes, les contenus émancipatifs, communistes, qu'il s'est donnés peuvent être une garantie pour les camarades prisonniers de l'ennemi de classe, pour tous ceux qui luttent pour la révolution.

Correspondant Bologne



lutte dans une clinique

Ce récit d'une lutte dans un centre de traitement de Madrid est le résultat d'une discussion qui a eu lieu avec les travailleurs (euses), dans la clinique occupée à ce moment depuis trois ou quatre jours.

La clinique (spécialisée dans le traitement de l'obésité) est ouverte en janvier 77. Un patron de choc (appartenant à Fuerza Nueva, organisation d'extrême-droite musclée), un investissement rentable pour lui (pour un traitement, la coquette somme de 40.000 pesetas, payables d'avance)[1], 17 cliniques dans l'ensemble de l'Espagne.

A la dernière paye, une partie des 25 travailleurs ne sont pas payés, les autres le sont seulement partiellement. La prime de fin d'année est également supprimée.

Argument officiel : 90 millions de pesetas de déficit. Tout était pourtant prévu pour assurer la rentabilité de l'affaire : pas de contrats légaux avec les travailleurs, pas de déclaration pour l'assurance maladie (ça, les travailleus l'ont su après), des feuilles de paye n'indiquant pas le salaire réel, faux frais, etc.

Peu de temps après, les travailleurs voient débarquer une équipe de déménageurs venus pour embarquer tout le matériel et le mobilier du centre, à la demande des créanciers (publicitaires, banques...). Tout le monde s'oppose à ce déménagement. Un travailleur prévient la CNT dont les militants arrivent aussitôt à la clinique afin de prêter main forte. Le patron, prévenu par le chef du personnel, arrive lui aussi à la clinique et menace de faire intervenir les guerilleros du Christ-Roi. Après son départ, les travailleurs se réunissent en assemblée générale. Pour eux, l'alternative est la suivante : ou bien ils suivent la voie légale, avec sans doute un tribunal qui leur donnera raison et le chômage, et le non-paiement à la clé, ou bien ils emploient des moyens plus radicaux pour imposer le rapport de forces.

L'occupation du centre et l'immobilisation de tout ce qui s'y trouve est alors décidée à l'unanimité (c'est-à-dire tout le monde, moins le chef du personnel). L'occupation s'organise alors : les travailleurs du centre se répartissent en équipes qui occupent à tour de rôle. Des travailleurs d'autres boîtes et des chômeurs viennent également assurer l'occupation et renforcer les possibilités d'auto-défense[2]. Ils se mettent également en coordination avec les autres cliniques du trust : à ce moment, celle de Seville est également occupée ; les autres (celle de las Palmas particulièrement) sont aussi en lutte. Pour l'instant, cette lutte est surtout axée dans deux directions : obtenir sur le plan légal le paiement des salaires et la condamnation du patron, intouchable jusqu'à présent[3], d'autre part populariser la lutte en direction principalement des cliniques et des hôpitaux.

Pour ce qui est des perspectives à plus long terme, les décisions dépendront des résultats du procès.

En attendant, la vie s'organise dans la clinique occupée : on achète collectivement la bouffe et la boisson, on discute, on chante, on joue de la guitare. Des AG régulières ont lieu, où seuls se retrouvent les travailleurs du centre, afin de respecter l'autonomie des travailleurs en lutte[4] et au cours desquelles toutes les décisions sont prises, et discutés les moyens de développer la lutte. Des AG extraordinaires se déroulent également : ainsi celle provoquée ce soir-là par l'arrivée de Catalans amenant des factures témoignant d'achats importants effectués par le patron après le dépôt de bilan.

Ce qui ressort principalement de cette lutte, ce sont les moyens d'action et la forme d'organisation mis en place par les travailleuses et les travailleurs du centre : tout le pouvoir de décision à l'AG ; autonomie de la lutte ; actions menées directement par l'ensemble des travailleurs, sans intermédiaire ; coordination directe avec les autres centres ; liaison avec des travailleurs et travailleuses d'autres secteurs qui soutiennent directement la lutte.

En attendant, le conflit se poursuit dans l'ensemble des centres, et dès que des nouvelles nous parviendront, elles feront l'objet d'une suite à cet article.

1. 2.400 francs environ
2. Ainsi, ce soir-là il y avait environ quarante personnes, dont une quinzaine de centres.
3. La défense collective des travailleurs est assurée par des avocats de la CNT et des « Commissions ouvrières », choisis par les A.G.
4. Dans le même sens, les syndicats n'ont pas de rôle directeur quelconque dans la lutte et leur soutien est le bienvenu dans la mesure où ils respectent les décisions de l'AG.

l'histoire et les révolutionnaires

Voici le texte de notre camarade Daniel Guérin qui figure en tête d'un recueil qui vient de paraître aux Editions Martinsart (72, bd. de Sébastopol – Paris II). Ce recueil fait partie d'une série de huit volumes reliés, intitulés « Les Grands Révolutionnaires ». *Ils ne sont pas en vente en librairie et ne peuvent être acquis que par souscription. C'est pourquoi nous avons jugé utile d'en détacher des extraits de la préface qui suit.*

Nous avons cessé, dans une certaine mesure, de créer, de rêver, d'anticiper. Nous sommes devenus casaniers, timides et myopes. Nous manquons d'assurance. Nous sommes freinés par le scepticisme. Nous faisons figure de rabâcheurs, de radoteurs. Nous récitons sans conviction, comme des enfants de chœur. On nous a coupé les ailes. On nous a ritualisés. Les grands courants du siècle précédent se sont enlisés dans des sectes et des églises. Les divergences de vues de nos ancêtres, fécondes, même dans les chocs qu'elles produisaient, ont dégénéré en lourdes et stériles chicaneries dogmatiques. Nous sommes embrigadés, stérilisés par des formations rivales qui s'entredéchirent, et ne trouvant plus d'intérêt qu'à ce qui les divise, les affaiblit face à l'adversaire commun.

C'est que notre siècle, il faut le rappeler pour notre excuse, nous en a fait voir, comme on dit, de toutes les couleurs.

Nous, du XXème, avons assisté à la faillite de la puissante IIème Internationale, orgueil des années 1900, mais corrompue jusqu'à la moëlle par le parlementarisme, le réformisme, le nationalisme, pour se volatiliser en un clin d'œil sur la pierre de touche d'août 1914.

Nous, du XXème, avons retrouvé consolation et renouveau d'espoir dans la radieuse apparition de la Révolution d'Octobre et d'une nouvelle Internationale. Mais la banqueroute frauduleuse du bolchevisme nous a fait tomber d'encore plus haut que la précédente. Et, comme suite à cet écroulement de nos illusions, nous avons dû subir la double honte du fascisme et du stalinisme, des camps de concentration et du Goulag.

Après avoir été les cobayes ou les témoins de deux gigantesques saignées mondiales, nous sommes aujourd'hui confrontés au spectre de l'apocalypse nucléaire. On nous a asséné sur la tête quarante ans de franquisme, trente ans de guerre au Viet-Nam, huit ans de guerre en Algérie, le déracinement du peuple palestinien, l'outrage du Chili tombé sous la botte de Pinochet, le meurtre de Che Guevara et de Ben Barka. Pour ne citer que les plus criants méfaits de notre temps.

Février 1917: manif à Pétrograd: un tournant dans l'histoire des révolutions?

Comment aurions-nous encore le loisir, la paix intérieure, le détachement d'esprit, l'outrecuidance de réimaginer le socialisme avec la même confiance, la même acuité visuelle, la même candeur que Saint-Simon et Fourrier, que Louis Blanc et Bakounine ?

Et pourtant, si nous voulons sauver l'héritage du passé, si, tout commotionnés que nous soyons, nous nous refusons à désespérer, si nous n'acceptons pas d'être laminés par les rouleaux compresseurs de notre siècle, cette réinvention du socialisme est ce qu'il nous reste à faire.

Non pas dans le vide, non pas en faisant table rase des acquis antérieurs, sous couleur d'innover à tout prix, mais, bien au contraire, en essayant de renouer avec les socialistes du bienheureux XIXème siècle qui, n'ayant pas subi les affres de notre temps ont pu, tout à loisir, esquisser les linéaments de la société future. A ce titre, le présent recueil n'est pas simplement œuvre d'érudition ou évocation historique, mais point de départ pour une réflexion nouvelle.

Cette tâche est d'une nécessité immédiate. On n'insistera jamais assez sur son extrême urgence. Car, en même temps que se détériorait et s'estompait l'image de marque du socialisme, la société capitaliste résistait au moins aussi mal à l'épreuve du temps. Elle est aujourd'hui en pleine décadence, en pleine décomposition, en pleine crise. Elle ne se survit que par des artifices, des cautères sur jambe de bois.

Elle est de plus en plus incapable de fournir du travail aux jeunes, de juguler les inflations, de promouvoir une économie rationnelle, d'éviter les guerres, d'éliminer les rivalités commerciales, de faire l'« Europe », de rétablir l'équilibre entre le monde industrialisé et le Tiers-Monde. Le mode de vie qu'elle impose, notamment dans les centres urbains, est de plus en plus infernal. L'aliénation sur le lieu de travail aussi bien que dans la cité atteint aujourd'hui son comble.

Comment pourrions-nous mettre fin à un tel désordre, si lourd de périls, de souffrances et de flagrantes injustices, si nous n'étions pas capables de lui opposer un antidote qui soit crédible ? J'ai personnellement la conviction qu'un renouveau du socialisme ne peut être recherché que dans une perspective libertaire. Si notre malheureux XXème siècle s'est montré incapable de poursuivre et de parachever le gigantesque projet de reconstruction sociale auquel se sont livrés nos lointains prédécesseurs, nous avons, au moins, sur eux un avantage. Le socialisme a été mis, sous nos yeux, à l'essai. Il est passé du domaine des spéculations théoriques à celui de la pratique. Nous savons désormais, par une cuisante expérience, comment il ne faut, à aucun prix, s'y prendre pour l'instaurer.

S'il m'était loisible, parmi les divers courants de la pensée socialiste du XIXe siècle, tous féconds assuré-

l'histoire et les révolutionnaires

ment et dignes d'avoir leur place dans le présent recueil, de confier au lecteur ceux d'entre eux qui auraient mes préférences personnelles, j'exprimerais, je crois, une certaine prévention à l'égard de ceux que j'appellerais les laissés pour compte de la tradition jacobine. Ce qui m'indisposerait contre cet héritage du passé – d'un passé qui fut glorieux à ses heures – ce serait surtout le manque relatif d'imagination, une sorte d'appréhension de l'inconnu chez ceux qui s'inspireraient de formes d'administration et de gestion à mes yeux désuètes, en tout cas insuffisamment novatrices. Pour ma part, il me semble qu'un socialisme autogestionnaire, qui ne serait d'ailleurs pas tellement une nouveauté, puisqu'il s'inscrirait dans la lignée des travailleurs et des penseurs de la 1ère Internationale, serait bien préférable à des types de société future de caractère étatique et bureaucratique.

Peut-être est-ce, parmi tant d'autres, le mérite insigne de Proudhon et de Bakounine d'avoir, dès la seconde moitié du XIXème siècle, discerné à quoi risquerait d'aboutir un nouvel ordre social de ce type. De même que Proudhon avait observé : « Mettez un Saint Vincent de Paul au pouvoir : il y sera Guizot ou Talleyrand », et Bakounine : « Prenez le plus fervent révolutionnaire et donnez-lui le trône de toutes les Russies : en l'espace d'un an, ce révolutionnaire sera pire que le tsar ».

Les deux fondateurs de l'anarchisme se refusaient à conquérir le pouvoir politique de la bourgeoisie pour lui substituer un autre pouvoir. Ce qu'ils voulaient, c'était balayer tout ensemble l'État et l'appropriation privée des grands moyens de production, afin que ceux-ci soient exploités en commun par les travailleurs associés.

Il me semble souhaitable, pour ma part, que les masses laborieuses soient amenées à faire elles-mêmes leur apprentissage de la démocratie directe, impulsée de bas en haut, qu'on développe, encourage et stimule leur libre initiative, qu'on leur fasse prendre conscience de leurs responsabilités, de leurs potentialités immenses plutôt que d'entretenir chez elles les habitudes séculaires de passivité, d'obéissance, le complexe d'infériorité légués par un passé d'oppression. A la fin du siècle dernier, Kropotkine (qui, lui aussi, eût mérité de prendre place dans ce recueil) estimait que, tant que le socialisme prendrait un visage autoritaire et étatique, il susciterait la méfiance des travailleurs et se fermerait ainsi les portes de l'avenir.

Ce qui me paraît rendre aussi urgente une régénération du socialisme, c'est, je crois, le spectacle d'un capitalisme qui ne bat plus que d'une aile et, de ce fait, bloque le mécanisme social, entrave le progrès humain, mais qui pourtant, puise encore ses éléments de survie dans les carences de certains de ses adversaires. Il est encore temps, il est grand temps de renverser la vapeur. La révolution de demain se fera, me semble-t-il, par en-bas – ou ne se fera pas.

Ciné

L'ARGENT DE LA VIEILLE
(Film de Comencini)

Pour rire, allez voir ce film ! en italien si possible, car on n'imagine pas ses personnages parlant avec l'accent parisien.

Pas seulement pour rire, car vous y trouverez une histoire bien connue: capitalistes, prolétaires et exploités.

La vieille a de l'argent – elle est américaine et vient en Italie, à Rome, tous les ans. Sous les fenêtres de sa magnifique villa, s'étale un bidon-ville; et un couple des habitants de ce bidonville cherche à plumer la vieille dans d'interminables parties de « scopa scientifico » ; elle peut tenir ; eux non.

Ce film vaut parce que de façon très simple, concrète et symbolique à la fois, il décrit le mécanisme de l'impérialisme : l'argent que la vieille prête au joueur au début de chaque partie n'est-il pas l'aide « désintéressée » des riches aux exploités ? Le film met aussi en garde contre les illusions que les joueurs peuvent entretenir à l'égard de la vieille, c'est-à-dire les prolétaires et les exploités vis-à-vis de leurs « bienfaiteurs ». Il contient un enseignement qui porte sur la nécessité de mener la lutte de classe de façon impitoyable.

Ce film est géométriquement construit.

Un avion qui arrive avec la vieille, un avion qui repart, avec la vieille. Entre ces deux points, une table de jeu, deux exploités, deux capitalistes ; autour, une couronne de pauvres gens qui participent aux suspens et font des projets... le curé, le professeur, la putain, les croquemorts, les domestiques... tout y est. Les femmes sont extraordinaires, dans les deux camps, les hommes sont falots et les gosses sont adultes.

Il y a même une victoire des prolétaires – momentanée – car, ne sachant qu'en faire, ils vont l'offrir au jeu de la capitaliste...

Et il y a aussi la révolte, la violence : elle vient d'une petite fille, infirme, belle, très jeune, la plus lucide du film.

On a l'habitude de nommer les vedettes : Bette Davis, Sylvana Mangano, Joseph Cotten... mais ici, tous sont vedettes, même les innommables.

FL ATTAQUÉ PAR L'ETAT,
SOUTENONS FL !

Bulletin d' Abonnement

nom: .....

adresse: .....

ville: .....

Libellez les chèques à l'ordre de: "FRONT LIBERTAIRE" (tarifs en p.2)

La C.J. (Commission Journal) de « Front Libertaire est toujours autant à l'écoute de ce qui se passe du côté des journaux libertaro-de-contre-information et d'expression populaire et de presse différente. Comme à son habitude, la C.J. vous annonce la naissance d'un nouveau canard :

« LE PET » (ça gaze bien pour lui !) N° 1 Janv. 78 ; BP 169 80104 Abbeville Cédex ou BP 7 — 80 330 Longueau.

— A propos de l'armée
— La lutte anti-nucléaire dans la région
— Droite-Gauche, c'est pareil !

« Le Pet » demande à ceux qui sont intéressés sur la région de prendre contact et d'envoyer des articles.

« EXPRESSION 77 », N° 21, Janv. 78

— Après l'extradition de Klaus Croissant : L'illustration de la honte par nos deux plus illustres élus... (Peyrefitte et Dailly).
— Produire contre les licenciements
— LIP : Lutter, vivre, construire.

« L'ÉNERGUMAINE » : N° 8, Janv. 78

— Violences au féminin
— Une tranche de justice
— L'alternative dans la presse
— Du rock chez les taulards

... et toutes les petites nouvelles et débats qui font de ce mensuel mainois un journal si attachant.

« L'IMBUVABLE » : Eric Burmann, BP 18, 37005 Tours cédex N° 28. C'est un journal de lutte contre la psychiatrie et les internements abusifs. Nous en avions parlé dans FL 81 à propos d'une rencontre qu'ils avaient animée au Mans sur « le droit des fous ».

« PAYS ». C'était un hebdomadaire un peu différent en Béarn et Pays Basque. Il est mort sous les dettes. Il évoquait les luttes, les problèmes. Il était fait par des gens du coin, pour rester et lutter dans le coin. Qui nous dira encore que la liberté de la presse, ce n'est pas aujourd'hui la liberté du fric ?

« LE CANARD DU 13e » N° 1 (nouvelle formule oblige !). Févr. 78 (un canard qui va plus vite que le temps!) 4 F.

— Beaucoup d'articles sur le logement : autour d'une tour, îlot B.10, des expulsés.
— Une chronique juridique : cette fois-ci le licenciement.
— Une boutique de santé sur le 13e !

... et plein d'autres chroniques culturelles et historiques ayant trait au 13ème arrondissement de Paris.

L'ami « BARABAJAGAL » 03250 Le Mayet de Montagne : écolo et libertaire, nous signale qu'il est paru. Demandez-le à l'adresse indiquée. La preuve est donc faite que les rigueurs de l'hiver ne font pas peur à tous les canards si sympas ; si vous en découvrez un nouveau au détour d'un village, n'hésitez pas à nous l'envoyer. Ça fait toujours plaisir.

▪ PTT

La Coordination des Commissions de Travailleurs a un local ! C'est la Maison pour Tous, 74/76, rue Mouffetard, 75005 Paris. Une rencontre nationale se tiendra le lundi 20 février à partir de 19 heures. Pour tout renseignement, écrire au local.

▪ GRANDE FETE A REIMS

Samedi 28 janvier, de 16 à 24 heures Fête de l'« Égrégore »; fête des anti-autoritaires de Reims et de sa région. Salle Goulin (rue Goulin) avec des groupes et chanteurs de la région. En plus, il y aura un montage diapo sur « Mai 68 » et « L'Histoire du Mouvement ouvrier » réalisé par les travailleurs de Chausson. Boisson, bouffe, garde d'enfants sont assurés. Participation : 15 F.

ON A RAISON DE DORMIR EN COURS : NOUS VOULONS TOUT !

Le printemps et la rentrée se sont passés dans le plus grand calme cette année. La presse bourgeoise en a profité pour faire remarquer en jubilant, que cette année il n'y avait pas eu la plus que traditionnelle grève, que le gauchisme est en perte de vitesse, que les lycéens se calment.

Mais, si c'est un fait que le gauchisme se meurt (voir le taux décroissant de participants à leurs derniers cortèges-balades du « mouvement » lycéen), c'est rêver que d'y associer la fin de l'agitation lycéenne ; potentiellement, notre révolte existe, et elle n'a pas besoin des gauchistes pour s'exprimer. Le ras-l'bol est une donnée quotidienne de la vie dans les lycées et s'exprime, explose en cours, mais d'une façon nouvelle : à Verlomme (15ème), des élèves imposent une sortie au cinéma en l'autogérant, à Mallarmé (17ème), des élèves se font supprimer deux heures de maths... Ici et là, il s'exprime plus simplement par le séchage ou le chahut.

C'est ça notre révolte aujourd'hui ; elle existe même si elle n'est pas organisée, même si elle n'aboutit pas à des manifs-enterrements ou à des comités de lutte-caveaux.

C'est pourquoi nous voulons confronter nos expériences, nos situation, discuter d'éventuelles actions pour rendre notre révolte offensive, ou pour changer notre vie un tant soit peu. Il faut changer le rapport de forces dans l'école en imposant nos droits et volontés, et nous proposons donc une réunion pour constituer une ASSEMBLÉE LYCÉELLE ET COLLÉGIENNE AUTONOME.

SAMEDI 4 FÉVRIER : JUSSIEU 15 H

Des Lycéens autonomes du 17ème

(Initiative soutenue par plusieurs groupes autonomes : texte à reproduire en tract et à diffuser massivement).

Bouquins

Marc Rakovsky

LE MARXISME FACE AUX PAYS DE L'EST
(Savelli)

Le livre a pour but d'éprouver la valeur explicative de la théorie marxiste, lorsqu'elle est appliquée au fonctionnement des sociétés des pays de l'Est.

Pour l'auteur, les sociétés des pays de l'Est sont « des sociétés de classe sui generis »[1]. C'est-à-dire d'un type particulier et sans précédent historique ni comparaison géographique. Il rejette par conséquent les théories habituellement proposées. En premier lieu, la qualification de socialisme qui, à part les gouvernements intéressés et les partis communistes (et encore), n'est plus prise en considération par personne. Il rejette, bien entendu, aussi une autre théorie qui n'est, au fond, qu'une variante de la première et qui décrit les sociétés de l'Est comme des « États ouvriers dégénérés ou déformés ». Elle est d'ailleurs en recul dans les rangs trotskystes eux-mêmes, au grand désarroi des dinosaures de la Quatrième Internationale (sic) et de quelques organisations du même genre. En règle générale, l'auteur se sépare de toutes les conceptions qui trouvent dans les sociétés de l'Est des formes de transition vers le socialisme. Il reconnaît à la théorie du capitalisme d'État un pouvoir explicatif certain. Notamment pour rendre compte de « convergences » avec les sociétés de l'Ouest (division, organisation, hiérarchie du travail, rapprochement du modèle de consommation occidental, accaparement de la plus-value, etc.). Mais à côté des « convergences », il signale des « divergences » (marché des capitaux, intégration des différentes instances de la décision, etc.). Divergences dont il pense que la théorie du capitalisme d'État ne peut pas rendre compte. C'est pourquoi il propose la définition que le lecteur a pu lire quelques lignes plus haut. Nous ne ferons pas un procès à l'auteur. Nous dirons seulement que, souvent ceux qui parlent du capitalisme d'État, ne veulent pas dire toujours la même chose. Parce qu'ils ne se placent pas toujours du point de vue de la question du salariat que Rakovsky n'aborde jamais. Mais peu importe les mots employés ; ce qui est essentiel, c'est de bien marquer que les pays de l'Est sont des sociétés de classe ; conséquence pratique : la voie du réformisme et des transformations par en-haut est exclue. Et c'est bien la conclusion de l'auteur. Il l'illustre en retraçant et en analysant les différents événements et péripéties de la période post-stalinienne, le krouchtchevisme et le Printemps de Prague. C'est ce que l'on a appelé l'ère des réformateurs marquée par les tentatives de réformes économiques et de rénovation du marxisme. Le clivage plus ou moins temporaire et conjoncturel dans la bureaucratie, les réformes et surtout les divergences entre le marxisme humaniste et le marxisme institutionnalisé de la période précédente « n'atteignent absolument pas la classe ouvrière » (p. 201). L'auteur ne se demande pas pourquoi non plus le marxisme (ou différentes variétés du marxisme) ne parvient pas à expliquer les réalités des pays de l'Est. L'auteur n'en est pas totalement inconscient lorsqu'à la fin de l'ouvrage, dans un chapitre consacré à Trotsky, Boukharine et Staline, après un autre, consacré au léninisme, il montre que toutes ces grilles, toutes ces politiques se confondent dans la déficience théorique et pratique. Bien sûr, nous ne sommes pas de ceux qui tracent un trait de plume sur le marxisme et qui le rendent entièrement responsable du léninisme. Cependant il faut bien reconnaître que la théorie marxiste de l'État (et du parti indiscernables dans les pays de l'Est) est pratiquement inexistante quand elle n'est pas confuse. Et c'est cela la principale source d'inadéquation de la théorie vis-à-vis des problèmes des pays de l'Est. L'apport du courant anarchiste sur la question de l'État, qui est devenue décisive à notre époque, est ignoré de Rakovsky[3] qui ne paraît pas avoir la connaissance que des différentes variétés du marxisme et encore qu'à travers ses continuateurs et ses vulgarisateurs. Nous n'aurons pas cependant l'outrecuidance, comme certains, de croire que la solution se trouve dans Bakhounine et Kropotkine. Même si quelques-unes de leurs affirmations paraissent véritablement prémonitoires à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis un siècle.

1. Pas forcément au sens historique du terme, puisque la classe ouvrière est atomisée dans les pays de l'Est mais au sens sociologique.
2. Rakovsky n'examine jamais les conséquences de la théorie élitaire du parti bolchévique et les ravages qu'elle a faits dans la Troisième Internationale naissante.
3. L'autogestion n'est évoquée à aucun moment.